

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À LA TÉLÉVISION BULGARE, SUR L'INTÉGRATION EUROPÉENNE DE LA BULGARIE, SUR LA SÉCURITÉ DES BALKANS ET LE RÔLE DE L'OTAN ET SUR L'ATTITUDE DE L'OCCIDENT À L'ÉGARD DE LA RUSSIE ET DE LA MONTÉE DU NATIONALISME, PARIS LE 15 JANVIER 1994.

15 JANUARY 1994 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président,

- Je tiens tout d'abord à vous remercier d'avoir accepté cet entretien pour la télévision bulgare. Vous allez à nouveau prendre un petit déjeuner à Sofia, à l'Ambassade de France avec des ex-dissidents bulgares, vous avez fait de même à Prague, en décembre dernier. Est-ce pour établir une tradition romantique ou plutôt pour établir une politique basée sur des relations plus personnelles ?

- Le PRÉSIDENT.- Une tradition, ce serait beaucoup dire. Il se trouve que j'avais pu me rendre à Prague, puis à Sofia dans des conditions particulières, c'est-à-dire sous l'ancien régime. J'avais accepté l'invitation officielle dans le cadre de relations d'Etat à Etat dans ces deux pays, la Tchécoslovaquie de l'époque, et la Bulgarie, à la condition de pouvoir recevoir un certain nombre d'opposants, certains libres mais sous surveillance, et d'autres en prison. C'est ainsi que j'ai pu rencontrer une dizaine de résistants de Tchécoslovaquie d'abord, puis un certain nombre de personnalités opposantes en Bulgarie, dont l'actuel Président Jelev. Et ils m'ont invité, cette année, à venir les revoir, dans d'autres conditions. Je suis d'ailleurs très heureux de l'occasion que l'on me donne de retrouver des personnalités que j'estime et de parler d'un certain nombre de choses sérieuses et actuelles. Mon passage à Sofia ne se limitera pas à un petit déjeuner. Je passerai la journée, ce qui me permettra de rencontrer, de discuter, de voir. Votre pays est un pays qui m'intéresse beaucoup, pour lequel j'ai un véritable attrait en raison de sa culture, de sa personnalité. J'ai appris, il n'y a pas si longtemps car au fond je l'ignorais lorsque j'étais jeune, que la Bulgarie était un pays extrêmement informé des affaires de la France et très francophone. Bien entendu, cela m'a flatté et cela m'a fait plaisir, et dès que je reçois une invitation de Bulgarie, si je suis libre, j'y vais.

QUESTION.- Après l'effondrement du communisme, on croyait que ce serait la panacée, mais nous sommes confrontés à de nombreuses difficultés et risques. N'y a-t-il pas maintenant de nouveaux dangers pour une nouvelle division en Europe si les pays de l'Est, ne sont pas intégrés au sein de l'Union européenne, mais aussi bien au sein de l'OTAN ?

- LE PRÉSIDENT.- Je crois que vous limitez là peut-être exagérément la question posée. D'abord quand vous constatez que la chute du communisme laisse les pays qui dépendaient de lui dans une situation extraordinairement difficile, vous avez naturellement raison. Le système communiste, sous l'autorité de Moscou, c'était un ordre, un ordre que je n'aimais pas, qui me paraît très critiquable, historiquement déplorable, mais c'était un ordre. Dès lors qu'il s'est effondré, tout naturellement le désordre s'instaure : comment faire, comment retrouver ses marques, comment retrouver le fil de l'histoire pour les pays qui avaient une histoire, comment s'inventer une histoire pour les pays qui n'en avaient pas ? La Bulgarie est un pays qui avait une histoire, mais l'interruption a été longue, des générations ont été formées à des disciplines intellectuelles, politiques, et même matérielles très différentes de celles d'un Etat démocratique. Donc, ce qu'il faut, c'est trouver une réponse aux questions que pose cette nouvelle situation. Au fond, le grand désir que vous avez connu dans vos pays, et Dieu sait si je le comprends, c'était la liberté de pouvoir penser mais aussi de s'exprimer et d'agir selon sa propre conscience, d'échapper à la dictature et à l'oppression. Et maintenant, vous vous rendez compte que, puisque cela s'est déroulé dans les pires conditions économiques, les problèmes intérieurs, le retour à la prospérité, à l'équilibre au moins, les problèmes de justice sociale se posent en termes très aigus et difficiles à résoudre. Ceux qui ont la charge de votre pays ont beaucoup de mérite, cela doit être extraordinairement difficile. Il est donc normal que nous traversions une période dans ce pays où, peu à peu, fonder ou refonder la démocratie exige beaucoup d'imagination, beaucoup de caractère et de constance.

- En même temps, vous me parlez de l'Union européenne, vous me parlez de l'OTAN. Est-ce que le choix

est l'Union européenne ? C'est prématuré dans la mesure où l'Union européenne est l'héritière de la Communauté des Douze, et que la communauté économique, aujourd'hui politique et même militaire des Douze est extrêmement contraignante. C'est un marché unique, il n'y a plus de frontières. Les pays en situation de faiblesse économique seraient très rapidement absorbés, dévorés par l'ambition des puissances capitalistes des pays de l'Ouest. D'autre part, des pays en situation de faiblesse provisoire devraient être soutenus par ceux de l'Union européenne, et comme vous le savez, seuls trois pays au sein de cette Union sont ce que l'on appelle des pays contributeurs net, c'est-à-dire qu'ils apportent plus à la Communauté en argent qu'ils n'en reçoivent. Pour tous les autres, c'est le contraire. Ces trois pays qui sont l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France ont leurs propres difficultés et ne peuvent pas en faire beaucoup plus. Donc l'Union européenne, c'est pour l'instant une perspective dont les conditions ne sont pas remplies.\

LE PRESIDENT.- Alors est-ce que c'est l'OTAN l'autre terme de l'alternative ? Ce n'est pas du tout la même chose ! L'OTAN est une alliance militaire, l'Union européenne est une union qui comporte tous les volets dont d'ailleurs le volet militaire est le plus récent et le moins constitué, elle est surtout économique et politique. Ce ne sont donc pas du tout les mêmes domaines. Aujourd'hui c'est un désir de sécurité que l'on éprouve : avoir des alliés, ne pas se sentir tout seul dans la nature.

- QUESTION.- Oui, des alliés sur qui compter, parce que dans certains milieux bulgares, on estime que la Bulgarie risque d'être oubliée dans le cadre du partenariat pour la paix de l'OTAN, et être laissée délibérément en dehors, à l'intérieur de ces structures comme une sorte de tampon avec la Russie.

- LE PRESIDENT.- Il ne faut pas qu'il en aille ainsi. La demande exprimée par plusieurs pays de l'Europe centrale ou orientale d'entrer dans l'OTAN a été exprimée il y a quelques mois comme une sorte de protection et d'association intime. Vous savez fort bien que la Russie y a vu, comme c'est le cas depuis 1917, une sorte de fantasme de l'encerclement, une sorte de menace. Ses responsables se sont dit : "alors nous, Russes, on va nous laisser là tout seuls et tous les autres vont s'allier militairement, le cas échéant, contre nous". Les Russes se trompent, ce n'est pas l'objectif. Aujourd'hui les choses ont complètement changé, mais c'est bien comme cela qu'ils l'ont perçu. Vous savez que la France ne fait pas partie du commandement intégré de l'OTAN, mais nous faisons partie de l'Alliance. Nous ne sommes pas à l'origine de ces décisions, mais nous en avons discuté lundi dernier à Bruxelles. J'ai eu l'occasion d'en parler, me trouvant à Gdansk, il y a quelque temps avec le Président Walesa et récemment encore avec le Président Havel lors de notre rencontre à Prague.

- Personnellement, j'ai préconisé un autre système qui n'a pas reçu un grand accueil, mais on y viendra ! J'ai dit dès 1989 : il ne faut pas une Europe de l'Est, - appelons-là comme ça même si c'est un peu simple et pas très exact - laissée à elle-même et où chacun des Etats qui la compose serait confronté aux ambitions et aux puissances de la Communauté européenne des Douze - bien sûr à nos conditions - , et d'autre part, à ce que vous considérez comme une pression russe. Il faut qu'ils s'organisent avec nous, dans le cadre d'une structure européenne entre pays démocratiques, qui comporterait des engagements mutuels de caractère économique, technique, de défense de l'environnement, avec des rencontres constantes, plusieurs fois par an, entre les chefs d'Etat et de gouvernement, les ministres des affaires étrangères et les ministres des finances. La possibilité serait ainsi donnée, le cas échéant, de parler de sécurité en commun par un acte volontaire où tous les partenaires, dont la Bulgarie naturellement, seraient à égalité de compétences et de dignité. Aujourd'hui au sein de l'Union européenne, il y a des pays comme le Portugal, l'Irlande, la Grèce qui ont une situation économique plus difficile que celles des autres, mais lorsque nous nous réunissons, comme nous le faisons assez souvent, quand ils disent non, ils ont le droit de veto. Leur non est aussi fort que le non des pays plus puissants. C'est ce qu'il faudrait arriver à faire au sein de l'Europe, mais je ne crois pas que cela puisse être le cas au sein de l'OTAN qui est, je vous le rappelle, une alliance militaire.\

QUESTION.- Donc, il faut instaurer une autre organisation ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que oui, ou bien alors en confier le soin à une organisation existante. Cela aurait pu être la CSCE. La CSCE est tout à fait utile mais ne s'est pas dotée des procédures qui lui permettent d'être très efficace. Dans ce cas, ce pourrait être le Conseil de l'Europe qui est d'ailleurs compétent en matière des droits de l'homme, de défense des libertés. Ce n'est pas la peine d'inventer une structure nouvelle. Il suffirait de transformer l'une des structures existantes pour qu'il y ait - ce que moi j'ai appelé mais je ne tiens pas à la définition on peut très bien la changer - une confédération

moi, j'appelle, mais je ne tiens pas à la démission on peut très bien la changer - une sommation européenne. A ce moment-là, la Bulgarie sera comme les autres, avec les autres, défendue par elle-même, et par les autres, dans les mêmes conditions. Tant que l'on n'examinera pas cela sous cet angle-là, on se trompera.\

QUESTION.- Est-ce que l'Occident n'est pas aussi responsable du phénomène Jirinovski en soutenant sans réserve M. Eltsine ?

- LE PRESIDENT.- M. Eltsine est le chef de l'état russe. Il a été élu par les Russes et il remplit les fonctions qui lui sont normalement dévolues dans un pays qui s'est placé sur la voie de la démocratie. Ce n'est pas nous qui choisissons. Il est donc normal que nous soyons solidaires de ceux qui ont été choisis de cette manière. Monsieur Jirinovski est un opposant qui exploite intelligemment, habilement c'est évident, la situation. La Russie est d'abord un grand pays. Elle a été un puissant empire avec Staline et déjà avec Pierre le Grand et pratiquement tout ce qui avait été acquis à l'époque de Pierre Le Grand sont des positions perdues. Forcément dans l'âme des Russes, il y a une sorte de regret historique, une sorte de nostalgie et une envie de regret historique, une sorte de nostalgie et une envie de peser aussi lourd dans la vie du monde que naguère et n'importe quel démagogue peut profiter de cette situation.

- QUESTION.- M. Jirinovski maintenant est l'épouvantail très commode pour orienter de nouveau toute la tension vers la Russie et, pendant ce temps, la Bulgarie va rester de nouveau dans l'ombre sans garantie pour sa sécurité, dans cette zone très mouvementée que sont les Balkans et devant les menaces de Jirinovski de redécouper le territoire et les frontières.

- LE PRESIDENT.- Jirinovski n'est pas encore chef d'Etat, ni chef de gouvernement. D'autre part la Bulgarie, on sait dans beaucoup d'endroits et, en particulier à Paris moi je le sais, que c'est un pays qui est authentique ! Et qu'il n'est pas concevable qu'on l'abandonne à je ne sais quelle forme d'agression économique, politique ou militaire. Personnellement il me semble qu'il serait impossible de l'admettre. Je pense qu'il faut une structure, mais je ne pense pas que cette structure puisse être celle de l'OTAN parce qu'elle est strictement militaire. Ce sera peut-être demain la structure de l'Union européenne parce que la situation difficile où se trouvent les pays de l'Est sur le plan économique est naturellement transitoire. Vous avez bien assez de talent chez vous et assez d'intelligence et de capacité de travail, et j'espère bien que vous verrez, au début du siècle prochain, tout cela s'organiser autrement, et tant mieux. Moi je forme beaucoup de vœux pour le peuple bulgare pour lequel j'ai, en le connaissant un peu, pas assez bien entendu, une vraie sympathie. Je ne connais pas assez, non plus, sa culture mais je sais de quelle façon il fait vraiment partie des peuples fondamentaux, de ceux qui ont fait la civilisation de notre continent. Je me sens très solidaire de lui. La Bulgarie, dans de grandes occasions de son histoire, a dû sa promotion à l'indépendance à l'aide de la Russie. La Russie est un pays qui est fondamentalement un ami de la Bulgarie, eh bien elle peut compter aussi la France parmi ses plus grands amis !\

QUESTION.- Une question sur les Balkans. Est-ce que la création d'un état musulman en Bosnie est seulement le problème des Balkans ou c'est bien le problème de toute l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- C'est un problème qui concerne toute l'Europe, mais qui en fait concerne d'abord les Bosniaques.

- QUESTION.- Et pourquoi l'Europe n'a-t-elle pas pu empêcher cette guerre, cette honte ?

- LE PRESIDENT.- L'Europe, celle qui est issue du traité de Maastricht, c'est-à-dire celle qui dispose encore très faiblement de moyens militaires ne date que du mois de novembre dernier, il y a deux mois. L'Europe précédente, celle d'avant Maastricht, n'avait aucun pouvoir militaire, ni aucune compétence de décision politique de cet ordre. On peut dire que chronologiquement ce sont de très fâcheuses circonstances, mais c'est comme cela. On ne peut pas non plus rejeter sur les autres les responsabilités que l'on a, et ce sont les peuples de ces pays des Balkans, dont plusieurs sont nos amis, que nous voyons, avec une grande tristesse, se déchaîner, qui doivent d'abord prendre conscience de leurs responsabilités.

- QUESTION.- Est-ce qu'il y a un danger que le conflit s'élargisse vers la Macédoine et quelle serait votre attitude dans ce cas ?

- LE PRESIDENT.- Cette République, nous l'avons reconnue, et nous venons d'ailleurs d'organiser des relations diplomatiques officielles avec un ambassadeur qui sera présent à Skopje. Il reste la dispute

sur le nom et sur les emblèmes et il est certain qu'à mon avis, cette République aurait tort de se substituer à la Grèce, dans une partie grandiose de l'histoire qui relève davantage de l'histoire de la Grèce que de l'histoire de la Macédoine du Nord. Mais en même temps il faut trouver une solution raisonnable et ne pas priver d'état civil une population de quelque deux millions d'habitants très sympathiques aussi, dont beaucoup sont d'origine bulgare et qui se reconnaissent dans ce pays qui est le leur, qui est une République de Tito. On a reconnu la Slovénie, la Croatie, la Bosnie, la Serbie cela allait de soi, maintenant cette Macédoine que moi j'appelle du Nord parce que je ne sais pas comment l'appeler. Je pense qu'on aurait tort de s'entêter dans cette querelle de dénomination qui recouvre une querelle politique de grande ampleur.\

QUESTION.- Monsieur le Président, parlons de nos relations maintenant. Qu'est-ce qu'on peut faire pour élargir les relations économiques et commerciales qui sont par rapport aux relations culturelles et politiques en retrait ?

- LE PRESIDENT.- Cela ne fait pas partie des courants commerciaux traditionnels, c'est dommage d'ailleurs, mais pendant les siècles passés, il faut bien se rendre compte qu'il n'y avait pas les mêmes moyens de communication et que nous étions physiquement assez éloignés de cette partie de l'Europe, là, et par voie de conséquence éloignés commercialement. C'est dommage, vous avez tout à fait raison de le regretter et moi je pense qu'il faut faire un gros effort pour réparer cela parce qu'il y a chez vous et chez nous des moyens importants, des richesses, du travail et que tout cela pourrait profiter aux uns et aux autres. Alors, il faut inciter surtout nos entrepreneurs, nos chefs d'entreprise, nos industriels à aller en Bulgarie et il faut que la Bulgarie se fasse davantage connaître en France, c'est un travail de longue haleine auquel je suis prêt à contribuer du mieux possible.

- QUESTION.- Et comme tout pays francophone est-ce que la France pourrait soutenir la Bulgarie pour alléger notre dette auprès du club de Paris ?

- LE PRESIDENT.- Oui, il faut vous aider. Vous savez, je l'ai fait à l'égard de beaucoup de pays dans le monde parce que ce problème de l'endettement était devenu un problème insupportable, j'ai même renoncé à la dette publique de la France de ma propre initiative dans pratiquement 40 pays du monde. Il s'agissait surtout, mais pas simplement, de pays d'Afrique, certes, avec lesquels nous avons des liens particuliers. Je pense, en effet, que nous devons aider, devant le Club de Paris, des pays comme le vôtre parce qu'ils le méritent et que l'on ne peut pas les considérer comme responsables d'une situation qui n'a pas dépendu du choix de leurs citoyens.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce qu'il y a certains problèmes entre la Bulgarie et la France, sauf le fait que beaucoup de Français ont pleuré après ce fameux match de football, France - Bulgarie ?

- LE PRESIDENT.- L'équipe de Bulgarie a joué d'une façon remarquable. J'ai regardé le match à la télévision et dès la première mi-temps, j'ai dit "c'est mal parti pour la France" Pourquoi ? Parce que vos joueurs ont un très grand talent, ce sont des grands champions et qu'ils ont mis, en même temps, une énergie et une volonté de vaincre qui méritaient d'être récompensées. Je trouve très bien que celui qui veut gagner, gagne. Je suis tout à fait triste pour la France qui n'ira pas jouer la Coupe du Monde aux Etats-Unis d'Amérique, mais après tout, que le meilleur gagne, et vous étiez les meilleurs !\